

COMMUNIQUE DE PRESSE

Trésorerie de Mourenx : service public en danger

Le gouvernement, dans le cadre de son dispositif « action publique 2022 » envisage de fermer ses trésoreries de proximité au profit de plus gros centres, d'usines à opérations comptables, concentrées sur un nombre très réduit de pôles départementaux.

Les collectivités les plus impactées par le projet de réorganisation ne seront pas les métropoles mais les plus petites communes, les plus rurales et les moins bien dotées en personnel territorial.

La trésorerie de Mourenx pourrait être concernée par ce dispositif. Les services municipaux, intercommunaux, et les citoyens en seraient les premières victimes .

Poursuivre la concentration des services et rompre le lien direct avec le comptable public, les agents de ses services, et les usagers va à l'encontre de ce qu'attendent les collectivités et les citoyens. C'est à dire la proximité et l'efficacité des services de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

Au contraire, nous avons besoin de liens très suivis et de référents connus et reconnus. Le comptable public, avec ses équipes en proximité quotidienne des collectivités, offre une garantie de conseils éclairés car prodigués dans le cadre d'une connaissance approfondie des entités et de leurs réalités, notamment financières.

À défaut du maintien de ce lien, nous craignons, par exemple, que le taux de rejet de mandats et titres ne grimpent en flèche, rendant illusoire les gains de productivité espérés par les gains de productivité par le projet de massification du traitement des opérations comptables.

Nous demandons expressément l'abandon de ce projet qui, sous couvert de rationalisation, conduira inéluctablement à distendre un peu plus les liens entre l'État les territoires en déprise.

Patrice LAURENT